Déclaration à la réunion du 1er décembre 2011

Les organisations syndicales SNTRS-CGT, SNCS-FSU, SNPREES-FO, SUD Recherche EPST-SOLIDAIRES, SGEN-CFDT Recherche EPST, SNPTES-UNSA, après avoir demandé une suspension de la séance du groupe de travail convoqué par la direction sur le plan d'action du CNRS pour la mise en œuvre de la RGPP, s'adressent à la direction pour faire la déclaration suivante :

Elles constatent que le document incomplet (la partie 1 contenant les chiffrages est absente), qui est en leur possession depuis seulement un jour et demi, se place dans le cadre d'une soi-disant « optimisation des fonctions supports[1] », alors que les organisations défendent l'optimisation du fonctionnement de la recherche.

Le plan d'action se fonde sur le rapport de l'IGAENR et sur de prétendues « concertations menées avec les cadres et agents du CNRS[1] ». Les organisations contestent que les réunions organisées par la direction puissent être considérées comme une concertation et être utilisées pour justifier le contenu du plan d'action.

Elles rappellent que le but du plan d'action est la mise en application au CNRS de la RGPP dont les objectifs sont :

- des suppressions d'emploi,
- des « mutualisations » et des transferts d'activité vers le secteur privé,

ce qui conduira à un démantèlement progressif des missions de service public du CNRS.

Elles demandent qu'un document complet et chiffré soit remis le plus rapidement possible aux organisations syndicales afin de pouvoir disposer des délais nécessaires en vue de son examen et sa discussion dans les instances de l'établissement.

En conséquence, les organisations syndicales suivantes : SNTRS-CGT, SNCS-FSU, SNPREES-FO, SUD Recherche EPST-SOLIDAIRES décident de suspendre leur participation à la séance du 1er décembre 2011.

([1]Source : paragraphe d'introduction du document de travail de la direction.)